

Communiqué de presse conjoint

La société civile salue les réformes institutionnelles en cours initiées par le Comité Exécutif (CE) de l'ITIE en République Démocratique du Congo et invite ce dernier à assurer un recrutement objectif, compétitif et transparent

Les organisations de la société civile impliquées dans la mise en œuvre de l'Initiative pour la Transparence des Industries Extractives (ITIE) saluent les conclusions de l'analyse institutionnelle du Secrétariat Technique de l'ITIE-RDC effectuée en janvier et février 2021 par le Comité Exécutif (CE), avec l'appui technique et financier de USAID. Elles invitent ce dernier à assurer un recrutement objectif, compétitif et transparent.

En effet, les conclusions de cette analyse viennent répondre aux recommandations formulées par les parties prenantes pendant plusieurs années, en particulier la société civile, sur la nécessité de procéder au recrutement du personnel du Secrétariat Technique de l'ITIE-RDC suivant les procédures transparentes, compétitives ainsi qu'avec des termes de référence pour chaque poste, afin d'éviter un pléthore du personnel.

Le travail d'analyse fait est arrivé à des conclusions visant à entre autres (1) mettre fin au contrat de consultance dont bénéficiaient la quasi-totalité des membres du personnel du Secrétariat Technique et (2) réduire le nombre du personnel (de 33 à 22) en clarifiant les termes de référence pour chaque poste.

Pour répondre aux recommandations de l'analyse institutionnelle, le Comité Exécutif a demandé au Secrétariat Technique de lancer les offres aux fins du recrutement du personnel et des consultants d'appoint.

Eu égard à ce qui précède, les organisations signataires du présent communiqué recommandent au CE de :

- Mettre sur pieds une commission indépendante qui procèdera à la sélection des candidats à passer aux concours sur base des critères de compétence, d'expérience et de probité ;
- Mettre en place une commission indépendante pour l'organisation du concours de recrutement du personnel et des consultants du Secrétariat Technique de l'ITIE-RDC afin d'éviter tout clientélisme et favoritisme ; et
- Rendre transparent l'ensemble du processus de recrutement conformément aux standards nationaux et internationaux en la matière.

Fait à Kinshasa, le 03 /04/2021

Les organisations signataires

N°	Organisation	Contacts	Siège social
01	Coalition Publiez Ce que Vous Payez	Jean Claude KATENDE	Kinshasa
02	African Resources Watch (AFREWATCH)	Emmanuel UMPULA	Lubumbashi
03	Détectives Experts pour Droits au Quotidien (DEDQ)	Georges TSHIMPUKI	Lubumbashi
04	Southern Africa Resource Watch (SARW)	Georges BOKONDU	Kinshasa
05	Cadre de Concertation de la société civile de l'Ituri sur les Ressources Naturelles (CdC/RN)	Jimmy MUNGURIEK UFOY	Bunia
06	Action Contre l'Impunité et les Droits Humains (ACIDH)	Nicole ODIA	Kinshasa
07	Action pour la Défense des Droits des Communautés Locales (ADCL)	Djonga MULAMBA	Lubumbashi
08	Bureau d'Etudes Scientifiques et Techniques(BEST)	Philippe RUVUNANGIZA	Bukavu
09	Justice Pour Tous (JPT)	Raoul KITUNGANO	Bukavu
10	Centre National d'Appui au Développement et à la Participation Populaire (CENADEP)	Jimmy HAMULI	Kinshasa
11	Initiative Bonne Gouvernance et droits humains (IBDH)	Donat KAMBOLA	Kolwezi
12	Maison des Mines du Kivu (MMKi)	Grégoire KASADI	Bukavu
13	Association Africaine de Défense de Droits de l'Homme (ASADHO)	Jean KEBA	Kinshasa
14	Plateforme des Organisations de la Société Civile intervenant dans le Secteur Minier (POM)	Jean Marie KABANGA	Lubumbashi

15	Organisation Congolaise des Ecologistes et amis de la Nature (OCEAN)	Cyrille ADEBU	Kisangani
16	Organisation Congolaise des Ecologistes et amis de la Nature (OCEAN)	Kass Alidor MUTEBA	Kinshasa
17	Commission Episcopale sur les Ressources Naturelles (CERN/CENCO)	Henri MUHIYA	Kinshasa
18	Groupe d'Action pour la Non-Violence Evangélique (GANVE)	Crispin ILUNGA	Lubumbashi
19	Centre des Droits Humains et du droit Humanitaire (CDH)	Grégoire MULAMBA	Lubumbashi
20	Observatoire de la Civile pour les Minerais de Paix (OSCMP)	Alexis MUHIMA	Goma
21	Action pour la Défense des Droits Humains (ADDH)	Aimé BANZA	Kolwezi
22	Maniema Libertés	Paul KASONGO	Kindu
23	Réseau Ressources Naturelles (RRN)	Jean Marie NKANDA	Kinshasa
24	Observatoire d'Etudes et d'Appui à la Responsabilité Sociale et Environnementale (OEARSE)	Freddy KASONGO	Lubumbashi
25	Femmes et Justice Economique (FEJE)	Schola ATADRA	Kinshasa
26	Nouvelle Dynamique Syndicale (NDS)	Jean Pierre MUTEBA	Lubumbashi
27	RENAD	Nicole BILA	Muanda
28	Coalition pour la Gouvernance des Entreprises du Portefeuille de l'Etat (COGEP)	Daudet KITWA	Kolwezi
29	Conseil Régional des Organisations Non Gouvernementales de Développement (CRONGD)	Dieudonné TSHIMPIDIMBUA	Mbuji-Mayi

30	Action Paysanne contre la Faim (APCF)	Henri LUMBU NKONGOLO	Mbuji-Mayi
31	Bureau d'Etudes et d'appui pour le Développement du territoire de Walikale (BEDEWA)	Patrick MABUTWA	Goma
32	Coalition pour la Gestion des Entreprises du Portefeuille de l'Etat (COGEP)	Daudet KITWA	Kolwezi
34	Forum des Femmes pour la Gouvernance des Ressources Naturelles en RDC	Lisette MAVUNGU	Kinshasa
35	Oil and Mines Governance Center (OMGC)	Georges LENGA	Lubumbashi
36	Bureau d'Etudes Scientifiques et Techniques (BEST)	Philippe RUVUNANGIZA	Bukavu
37	Comité de Suivi pour la Contribution des Communautés et Eglises à la Transformation Humaines (COSCCET)	Stanis NTUMBA	Lubumbashi

RDC, le 03 Avril 2021

Pour toute information complémentaire, veuillez contacter :

Georges Tshimpuki, coordonnateur de DEDQ : +243995746965,
georgestshitshi@gmail.com

Maître Georges Bokonde, directeur de programmes de SARW : +243817070127,
GeorgesM@sarwatch.org

Emmanuel Umpula, directeur exécutif de AFREWATCH : +243818577577,
emmanuelumpula@afrewatch.org